

version raccourcie (6097 caractères espaces compris)

“Business as usual” chez Socfin et Bolloré

Le 26 et 27 mai 2020 ont lieu les assemblées générales des groupes Socfin et Bolloré. Socfin, détenu à 39,7%¹ par le Groupe Bolloré, contrôle 400 000 ha de concessions de palmiers à huile et d'hévéa dans dix pays d'Afrique et d'Asie. Alors qu'au Luxembourg et à Paris, les actionnaires se réunissent à huis clos pour se partager les dividendes, des milliers de personnes travaillant dans ces plantations sont touchées directement par la crise provoquée par le Covid-19. Les communautés locales dénoncent licenciements, congés sans soldes et le manque de mesures adéquates pour faire face au virus. Cet impact de la crise s'ajoute aux effets de la perte des terres sur l'agriculture et la sécurité alimentaire des populations locales. La résolution des conflits fonciers et la protection des travailleurs-euses et des droits humains ne semblent donc pas passer avant la recherche du profit pour les actionnaires et dirigeants de ces deux groupes.

Des mesures insuffisantes face à la pandémie

L'année dernière, selon Profundo, un groupe de recherche indépendant néerlandais, 30 millions d'euros ont été distribués aux principaux actionnaires et aux administrateurs du groupe Socfin, sur un bénéfice net de 47 millions². Cette année ne semble guère différente : 20 millions seront distribués sur un bénéfice net de 30 millions d'euros, malgré les tensions persistantes autour des plantations et la crise sanitaire et économique provoquée par le Covid-19.³

Selon une lettre ouverte envoyée aux dirigeants des deux groupes fin avril, dans plusieurs pays, les travailleurs-euses de Socfin seraient renvoyé-es chez eux, forcé-es de prendre des congés sans solde, encourageant le risque de perdre leurs droits. Au Liberia, Socfin serait en train de licencier des salarié-es sans notification - sans garantie de les ré-employer à temps plein. Selon la même lettre, dans plusieurs plantations au Cameroun, au Ghana et en Sierra Leone, des travailleurs-euses des agro-industries de palmiers à huile et d'hévéas gérées par Socfin ne se considèrent pas protégé-es correctement et se plaignent de mesures de protection insatisfaisantes. Ils-elles sont par exemple obligé-es de parcourir de grandes distances entassé-es dans des camions, n'ont pas de point d'eau pour se laver les mains et pas de gel hydroalcoolique non plus⁴.

¹ Rapport d'activités du groupe Bolloré 2019

https://www.bolloré.com/bollo-content/uploads/2020/05/boll_2002126_rapport_activite_2019_fr_mel_06-05-20.pdf

² Profundo, “Décrypter le groupe Socfin”, février 2020,

<https://profundo.nl/en/projects/unravelling-the-socfin-group>

³ Le groupe Bolloré pour sa part distribuera 182 millions d'euros de son résultat net de 1,4 milliard à ces directeurs et actionnaires. (Source: rapports annuels de 2019 des groupes [Socfin](#) et [Bolloré](#).)

⁴ ARD et al, “We demand justice and safety for workers on Socfin’s rubber/oil palm plantations during the Covid-19 pandemic”, lettre ouverte à Socfin, 29 avril 2020, <https://farmlandgrab.org/29602>

Dans ce contexte de pandémie mondiale, l'entreprise ne mettrait donc pas en place des mesures suffisantes pour protéger et assurer un revenu minimal à tous-tes ses travailleurs-euses et aux familles qui en dépendent.

A cette gestion de la crise du Covid par Socfin et Bolloré, s'ajoutent les tensions persistantes concernant les droits fonciers, les impacts environnementaux, les violences sexuelles et autres subies par les femmes, et les poursuites judiciaires.

Des abus toujours dénoncés : conflits fonciers, violences sexuelles, répression et poursuites bâillonnées

Les ONG et les communautés locales vont jusqu'aux tribunaux et mécanismes de plaintes pour dénoncer les abus observés et vécus :

- Il y a tout juste un an, le 27 mai 2019, dix ONG et syndicats assignaient en justice l'entreprise Bolloré⁵ pour forcer la mise en œuvre du plan d'action convenu dans le cadre de la médiation gérée par l'OCDE.⁶
- Le même jour, une plainte a été engagée contre Socfin à la Banque mondiale, au sujet d'une série de problèmes causés par la Salala Rubber Corporation au Liberia, soutenue par un prêt de 10 millions de dollars de la Société Financière Internationale.⁷
- En octobre 2019, une audition a eu lieu au tribunal de Nanterre avec 9 représentant-es autochtones Bunong, venu-es du Mondol Kiri au Cambodge pour défendre la cause des 80 plaignants contre le groupe Bolloré : ils-elles demandent la restitution de leurs terres occupées par Socfin-KCD.⁸ Des paysan-nes riverain-es camerounais-es se sont joints à leur démarche.⁹
- En octobre également, une plainte a été déposée par des groupes de la société civile auprès du Point de Contact néerlandais de l'OCDE contre la banque ING pour son absence d'action effective contre les abus commis dans les plantations gérées par son client Socfin, au Cameroun et en Sierra Leone¹⁰.

⁵ Business and Human Rights Research Centre, "Cameroun: Sherpa et d'autres ONG portent plainte contre Bolloré pour l'obliger à respecter ses engagements sociaux", mai 2019, <https://www.business-humanrights.org/fr/cameroun-sherpa-et-dautres-ong-portent-plainte-contre-bollor%C3%A9-pour-lobliger-%C3%A0-respecter-ses-engagements-sociaux>

⁶ DG Trésor, "SOCAPALM, Groupe BOLLORE et Groupe SOCFIN, au Cameroun : Communiqué de suivi du PCN français", 18 mars 2020, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2020/03/18/socapalm-groupe-bollor%C3%A9-et-groupe-socfin-au-cameroun-communiqu%C3%A9-de-suivi-du-pcn-fran%C3%A7ais>

⁷ Office of the Compliance Ombudsman, "Liberia / Salala Rubber Corporation-01/Margibi and Bong", last updated 31 March 2020, http://www.cao-ombudsman.org/cases/case_detail.aspx?id=3282

⁸ Patricia Jolly, "Les paysans cambodgiens accusant Bolloré de spoliation invités à produire des preuves", Le Monde, 11 novembre 2019, https://www.lemonde.fr/planete/article/2019/11/11/les-paysans-cambodgiens-accusant-bollor%C3%A9-de-spoliation-invites-a-produire-des-preuves_6018784_3244.html

⁹ Fiodor Rilov, "Bolloré face aux paysans sans terre", Seuil, octobre 2019, <https://farmlandgrab.org/29577>

¹⁰ Emmanuel Jules Ntap, "Huile de palme : les ONG contre le financement des agro-industriels", VoA Afrique, 10 octobre 2019, <https://www.voaafrique.com/a/huile-de-palme-les-ongs-contre-le-financement-des-agro-industriels/5118420.html>

Par ailleurs, des voix de plus en plus nombreuses se font entendre au sujet d'injustices subies par les femmes autour des plantations. Au Cameroun, des femmes ont publié le 8 mars 2020 une note dénonçant les conditions de travail, les abus sexuels, les dettes impayées, la destruction de leur environnement et le vol de leurs récoltes, y compris sur des plantations de filiales détenues pas Socfin (Socapalm, Sosucam).¹¹

Et les conflits fonciers continuent de créer des tensions. Au Nigeria, les communautés autour de la plantation d'Okomu tentent de réaffirmer leur souveraineté sur leurs terres qui, selon elles, ont été acquises par Socfin sans leur consentement.¹² En Sierra Leone en janvier 2019, des mobilisations des communautés autochtones réclamant le respect de leurs droits par le groupe Socfin dans le district de Pujehun ont entraîné une intense répression par l'armée, qui a eu pour conséquences la mort de deux villageois, l'arrestation de 15 personnes et le déplacement de 2500 personnes, principalement des femmes et des enfants.¹³

Enfin, Bolloré et Socfin ont mené de très nombreuses attaques en diffamation, qualifiées ainsi de "poursuites bâillons" par les ONG et journalistes visés : depuis 2009, plus d'une vingtaine de procédures en diffamation ont été lancées par Bolloré ou Socfin en France et à l'étranger contre des articles, des reportages audiovisuels, des rapports d'organisations non gouvernementales, un livre¹⁴. Fin 2019 encore, Socfin a intenté une action pour diffamation et atteinte à la vie privée contre des représentant-es d'ONG et contre des ONG elles-mêmes en Belgique et au Luxembourg¹⁵, et un procès pour diffamation est encore en cours contre Green Scenery en Sierra Leone¹⁶.

Il est urgent que ces conflits soient résolus et que les poursuites cessent. Des sociétés étrangères comme Socfin tirent d'immenses profits de la terre et du travail des communautés d'Afrique et d'Asie. Le "monde de demain" se doit de sortir du "business as usual", et l'enrichissement des dirigeants et des actionnaires ne doit plus prendre le pas sur les droits humains et environnementaux.

¹¹ Landcam, "Position statement by women living in the vicinity of agro-industries on the respect of their land rights", March 2020,

<https://www.landcam.org/sites/landcam/files/resources/NOTE%20DE%20POSITION%20EN.pdf> et SYNAPARCAM, « Nous avons aussi droit à la vie », 3 avril 2019, <https://farmlandgrab.org/28888>

¹² "Reply by the Traditional Council of Okomu Kingdom to the Okomu Oil Palm Company, of subsidiary of SOCFIN", 17 May 2019, <https://farmlandgrab.org/28996>

¹³ Voir la lettre du Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels au President Julius Bo du 4 mars 2019, <https://www.escr-net.org/node/436299>

¹⁴ Voir la liste : "Face aux poursuites bâillons : nous ne nous tairons pas", 24 janvier 2018 <https://www.asso-sherpa.org/face-aux-poursuites-baillons-ne-tairons>

¹⁵ 11.11.11 et al, "Des ONG de solidarité Nord-Sud et de défense des droits humains dénoncent les nouvelles poursuites-bâillons du groupe agro-industriel SOCFIN", 5 décembre 2019, <http://www.fian.be/Des-ONG-de-solidarite-Nord-Sud-et-de-defense-des-droits-humains-denoncent-les-1373?lang=fr>

¹⁶ FIAN Belgium, "La finalisation du rapport d'investigation sur le conflit foncier de Malen : une étape constructive vers la résolution du conflit", 31 mars 2020, <https://www.fian.be/La-finalisation-du-rapport-d-investigation-sur-le-conflit-foncier-de-Malen-une?lang=fr>

Signataires :

AEFJN, Belgique
AFASPA, France
Amis de la Terre France
Alliance for Rural Democracy, Liberia
CADTM France
COLAT, Cameroun
Collectif pour la défense des terres malgaches – TANY (France)
Confédération Paysanne, France
COPACO, République Démocratique du Congo
CNRT, France
CNOP, Congo
Entraide et Fraternité, (Belgique)
ERA - Friends of the Earth Nigeria
FIAN Belgium
FIAN Switzerland
GRAIN, international
Green Advocates USA
Green Advocates International
INSPIRIT Creatives, Germany
JUSTIC'ITIZ, Liberia
JVE, Côte d'Ivoire
MALOA, Sierra Leone
Milieudéfense - Friends of the Earth Netherlands
Muyissi, Environnement Gabon
Natural Resources Women's Platform, International
OGARSEAI, Gabon
OIP, Côte d'Ivoire
Pain pour le Prochain, Suisse
RADD, Cameroun
ReAct, International
REFEB, Côte d'Ivoire
Réseau Foi et Justice Afrique Europe, Antenne de France
RIAO, République Démocratique du Congo
SEFE, Cameroun
SOS Faim, Luxembourg
Survie, France
SYNAPARCAM, Cameroun
The Oakland Institute, USA

Union des Villages Déguerpis, Côte d'Ivoire
We For Her, Côte d'Ivoire
World Rainforest Movement
YETIHO, Côte d'Ivoire

english version

"Business as usual" at Socfin and Bolloré...

On 26 and 27 May 2020, the Socfin and Bolloré groups hold their annual general meetings. Socfin, which is 39,7% owned by Bolloré, controls 400,000 ha of oil palm and rubber tree concessions in ten African and Asian countries with the participation of Bolloré. While in Luxembourg and Paris, shareholders are meeting behind closed doors to share dividends, thousands of people in Africa and Asia working in these plantations are directly exposed to crisis provoked by the Covid-19 epidemic. Local communities denounce dismissals, unpaid leave and lack of adequate measures to face the virus. These impacts created by the crisis are adding to the effects of the loss of land on local communities' agriculture and food security. The resolution of these conflicts and the protection of workers' and human rights seem to come second to the search for profit for the shareholders and managers of these two groups.

Insufficient measures against the pandemic...

Last year, according to Profundo, an independent Dutch research group, 30 million Euros were distributed to Socfin's main shareholders and directors, out of a net profit of 47 million.¹⁷ This year does not seem very different: 20 million will be distributed from a net profit of 30 million Euros, despite the continuing tensions around the plantations and the health and economic crisis provoked by the Covid-19¹⁸.

According to an open letter sent to the leaders of the two groups at the end of April, in several countries, Socfin workers may be sent home and forced to take unpaid leave, running the risk of losing their benefits. In Liberia, Socfin is reportedly laying off some employees without notice - and without guarantee to re-employ them later full-time. According to the same letter, in several plantations in Cameroon, Ghana and Sierra Leone, workers in the palm oil and rubber agro-industries controlled by Socfin don't consider themselves properly protected and complain about unsatisfactory health measures. They are

¹⁷ Profundo, "Unravelling the Socfin Group", February 2020, <https://profundo.nl/en/projects/unravelling-the-socfin-group>

¹⁸ Bolloré group will distribute 182 million Euros from its 1.4 billion EUros profit (Sources: [Socfin](#) et [Bolloré](#) annual reports)

forced to travel long distances packed closely together in trucks, have no water sources to wash their hands and no hand sanitiser either.¹⁹

In this context of a global pandemic, the company might therefore not be implementing sufficient measures to protect and assure a minimum income to its workers and the families who depend on them.

The management of the Covid crisis by the Socfin and the Bolloré groups comes on top of persistent tensions around the plantations regarding land rights, environmental impacts, sexual and other forms of violence against women and lawsuits.

Ongoing abuses being denounced: land conflicts, sexual violence, repression and lawsuits

NGOs and local communities are going to courts and complaint mechanisms to denounce the abuses they've observed and experienced :

- a year ago, on 27 May 2019, ten NGOs and unions brought a lawsuit against the Bolloré group in the French courts²⁰ to force implementation of an action plan the company had agreed to under a mediation process handled by the OECD.²¹
- on the same day, a complaint was filed against Socfin at the World Bank, concerning a series of problems caused by the Salala Rubber Corporation in Liberia: the International Finance Corporation of the World Bank is involved through a loan of US\$10 million.²²
- in October 2019, a hearing was organised in a court in Nanterre with 9 indigenous Bunong representatives from Mondol Kiri, Cambodia to claim the rights of the 80 plaintiffs against the Bolloré group: they demand the restitution of their land, occupied by Socfin-KCD²³. Farmers from Cameroon have joined their case.²⁴

¹⁹ ARD, Green Advocates, JUSTICITIZ, MALOA, NMJD, RADD, Synaparcam et YVE, "We demand justice and safety for workers on Socfin's rubber/oil palm plantations during the Covid-19 pandemic", open letter to Socfin, 29 April 2020, <https://farmlandgrab.org/29602>

²⁰ Business and Human Rights Research Centre, "Cameroun: Sherpa et d'autres ONG portent plainte contre Bolloré pour l'obliger à respecter ses engagements sociaux", mai 2019, <https://www.business-humanrights.org/fr/cameroun-sherpa-et-dautres-ong-portent-plainte-contre-bollor%C3%A9-pour-lobliger-%C3%A0-respecter-ses-engagements-sociaux>

²¹ French OECD National Contact Point, "SOCAPALM — BOLLORE Group and SOCFIN Group in Cameroon: Followup statement from the French National Contact Point on 10 March 2020", 18 March 2020, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2020/03/18/socapalm-groupe-bollor%C3%A9-et-groupe-socfin-au-cameroun-communiqu%C3%A9-de-suivi-du-pcn-fran%C3%A7ais>

²² Office of the Compliance Ombudsman, "Liberia / Salala Rubber Corporation-01/Margibi and Bong", last updated 31 March 2020, http://www.cao-ombudsman.org/cases/case_detail.aspx?id=3282

²³ Patricia Jolly, "Les paysans cambodgiens accusant Bolloré de spoliation invités à produire des preuves", Le Monde, 11 novembre 2019, https://www.lemonde.fr/planete/article/2019/11/11/les-paysans-cambodgiens-accusant-bollor%C3%A9-de-spoliation-invites-a-produire-des-preuves_6018784_3244.html

²⁴ Fiodor Rilov, "Bolloré facing the landless peasants", Seuil, octobre 2019, <http://farmlandgrab.org/29583>

- in October 2019 as well, a complaint was filed by civil society with the Dutch National Contact Point for the OECD against the ING bank for its lack of effective action against abuses on plantations of its client Socfin in Cameroon and Sierra Leone²⁵.

Women are also increasingly speaking out about the injustices they suffer around the plantations. In Cameroon, women issued a statement on 8 March 2020 that denounces the working conditions they face, sexual abuse, unpaid debts, destruction of their environment and the theft of their crops, including on plantations companies owned by Socfin (Socapalm, Sosucam).²⁶

Land conflicts continue to create tensions. In Nigeria, the communities around the Okomu plantation are trying to reassert their sovereignty over their lands, which they say were acquired by Socfin without their consent.²⁷ In Sierra Leone in January 2019, mobilizations of communities asking the Socfin group to respect their rights in Pujehun district led to intense repression by the military forces, resulting in the death of two villagers, the arrest of 15 people and the displacement of 2,500 people, mainly women and children.²⁸

Finally, the Bolloré and Socfin groups have filed many lawsuits alleging defamation, considered “gag lawsuits” by targeted NGOs and journalists. Since 2009, more than twenty libel lawsuits have been launched by Bolloré or Socfin in France and other countries against articles, documentaries, reports by non-governmental organisations and even a book.²⁹ At the end of 2019, Socfin brought an action for defamation and invasion of privacy against NGOs representatives and the NGOs themselves, in Belgium and Luxembourg³⁰, and a defamation suit against Green Scenery in Sierra Leone is still ongoing³¹.

It is urgent that these conflicts are resolved and that the lawsuits stop. Foreign companies like Socfin extract immense profits from the lands and labour of

²⁵ See “Friends of the Earth groups and supporters file OECD complaint against ING for financing palm oil abuses”, 5 July 2019, <https://en.milieudefensie.nl/news/friends-of-the-earth-groups-and-supporters-file-oecd-complaint-against-ing-for-financing-palm-oil-abuses> and the case documents at https://complaints.oecdwatch.org/cases/Case_543.

²⁶ Landcam, “Position statement by women living in the vicinity of agro-industries in respect of their land rights”, March 2020, <https://www.landcam.org/sites/landcam/files/resources/NOTE%20DE%20POSITION%20EN.pdf> SYNAPARCAM, “We also have the right to life”, 3 April 2019, <https://farmlandgrab.org/28888>

²⁷ “Reply by the Traditional Council of Okomu Kingdom to the Okomu Oil Palm Company, of subsidiary of SOCFIN”, 17 May 2019, <https://farmlandgrab.org/28996>

²⁸ See letter from the International Network for Economic, Social and Cultural Rights to President Julius Bo, 4 March 2019, <https://www.escr-net.org/news/2019/sierra-leone-protect-land-rights-defenders>

²⁹ See the list: “Faced with gag lawsuits: We will not be silent”, 24 January 2018 <https://www.asso-sherpa.org/face-aux-poursuites-baillons-ne-tairons>

³⁰ “NGOs Brought Before Luxembourg Judge in Socfin Defamation Case”, Chronicle, 5 December 2019, <https://chronicle.lu/category/charity-volunteering/31246-ngos-brought-before-luxembourg-judge-in-socfin-defamation-case>

³¹ FIAN Belgium, “The finalisation of the investigation report on the Malen land conflict: a constructive step towards the resolution of the conflict”, 31 March 2020, <https://www.fian.be/La-finalisation-du-rapport-d-investigation-sur-le-conflit-foncier-de-Malen-une?lang=fr>.

communities in Africa and Asia. The time for "business as usual" is over, and the enrichment of directors and shareholders can no longer come before human and environmental rights.